

## La Science au XXI Siècle

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France)



Janvier 2013

D	L	M	M	J	V	S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

### Notes récentes

Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

2012, livres : La pensée de Dieu, des frères...

Terrains à bâtir, Conseil Constitutionnel, UMP...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Depardieu, impôts et faillite d'une politique

Ventes de terrains à bâtir : la lourde...

CNRS, recherche,

08/01/2013

### Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Le 8 janvier 2013, *Actualité Française* écrit « *Chômage, crise, pouvoir d'achat : l'Europe s'enfoncé dans la crise* », alors que *Le Monde* rapporte « *Dopé par la crise, le chauffage au bois couvre Athènes de particules* » et *Les Echos* diffuse un article intitulé « *Responsables du système et de sa crise* » s'en prenant à la « *dette publique* ». Mais en quoi consiste cette prétendue « *dette publique* » ? La réalité est que trois décennies de privatisations et de délocalisations ont dépouillé l'Etat de ses ressources propres dans les pays jadis « *riches* ». La mondialisation planifiée des capitaux et des marchés devait nécessairement ruiner ces pays. Leurs dirigeants pouvaient-ils raisonnablement l'ignorer lorsque cette stratégie « *consensuelle* » a été mise en place il y a trois décennies ? Quels intérêts a servi une telle politique ? De son côté, la presse chinoise (*Chinanews*, *People's Daily*) se plaint : « *US and EU printing money furiously to shift debt burden* », faisant allusion à la dévaluation de fait des monnaies des Etats-Unis et des pays de l'Union Européenne qui diminue la valeur des avoirs détenus par la Chine. Un article de *La Tribune* réclame « *Pour réduire la dette, il faut un ministre des Finances d'expérience* ». Mais s'agit-il vraiment de cela, alors que la politique de privatisations et de délocalisations a toujours fait l'objet d'un consensus ? Le 8 janvier également, *Le Monde* emploie le titre « *Nouveau record de chômage en zone euro à 11,8 %* » alors que RTL rapporte « *Sondage : Hollande et Ayrault battent un nouveau record d'impopularité* ». Conséquence de la débâcle économique, la dégringolade sociale se creuse. Elle correspond au nivellement par le bas des standards sociaux à l'échelle planétaire, recherché par les milieux dominants depuis trois décennies. Afin de compléter notre article du 6 janvier « *Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)* », nous poursuivons ici l'analyse de la conférence de presse qui avait fait suite à la rencontre de François Hollande avec les représentants de la Banque Mondiale (BM), du Fonds Monétaire International (FMI), de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Ce même 8 janvier 2013, *Le Huffington Post* nous apprend encore que « *François Hollande annonce la création d'un commissariat général à la stratégie et à la prospective* ». Mais quel rapport avec les vrais problèmes ? Il n'existe pas de solution miracle dans le cadre de la stratégie que les dirigeants français et européens appliquent depuis l'accession de Jacques Delors à la présidence de la Commission Européenne il y a vingt-huit ans.

« *Droites* » et « *gauches* » ont longtemps cherché à faire croire que les délocalisations industrielles ne concernaient que le travail dit « *peu qualifié* ». Il n'en était rien, et la technologie a été délocalisée ensemble avec des masses de capitaux que l'on ne peut même pas compter.

Certes, les gesticulations ne manquent pas. C'est ainsi, par exemple, qu'un article diffusé par *Le Point* annonce « *Réduction des dépenses publiques : Hollande en appelle au "patriotisme"* ». Mais qui réparera les dégâts causés par trois décennies de

### Liens

Contact pour recevoir notre lettre d'information

Notre blog "Scientia"

Blog "Science, connaissance et conscience"

Blog "Notre Siècle"

### Derniers weblogs mis à jour

AmericaPolyphony

Le Western culturel

La Science au XXI Siècle

Moscou Actu

AFRIKARABIA

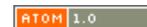
Îles lointaines

Belles plumes

hors cadre

L'Afrique en films

thesesettextes



### Toutes les notes

1. Bonjour

**TOUTES LES NOTES DE 2008**

(cliquer sur le titre)

2009

**TOUTES LES NOTES DE**

enseignement supérieur et...	privatisations et de délocalisations ?	<b>2009</b> (cliquer sur le titre)
Terrains constructibles et fausses plus-values...		
Assises de la Recherche et liberté académique	<u><a href="#">Suivent les questions et réponses de la conférence de presse du 29 octobre 2012 suite à la rencontre de François Hollande avec les organisations internationales BM, FMI, OCDE, OIT, OMC</a></u>	<b>2010</b>
Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...	Source : Présidence de la République, site de l'Elysee <a href="http://www.elysee.fr/conferences-de-presse/article/confer...">http://www.elysee.fr/conferences-de-presse/article/confer...</a>	<b>TOUTES LES NOTES DE 2010</b> (cliquer sur le titre)
Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...		
Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot...	<b>Conférence de presse à l'occasion de la rencontre avec les organisations internationales (BM, FMI, OCDE, OIT, OMC)</b>  (...)	<b>2011</b>
Terrains constructibles et fausses plus-values (I)	<b>QUESTION</b> : Question à Monsieur le Secrétaire général et à Monsieur le président de la République. Monsieur le Secrétaire général, il y a quelques semaines, vous avez présenté un rapport. Vous avez dit qu'il n'y a plus de marges de manœuvre budgétaire en Europe et maintenant on n'a qu'un seul choix, c'est d'entamer les réformes structurelles audacieuses. Or à l'étranger et aussi en France même, on voit quelques fois le gouvernement français comme un gouvernement qui traîne un peu les pieds en ce qui concerne les réformes structurelles. Est-ce qu'aujourd'hui vous avez trouvé un consensus ? Est-ce que vous avez pu encourager le président de la République pour aller un peu plus vite peut-être ?	<b>546. La Science au XXI Siècle : archives 2010 (juillet - décembre)</b>
Le Conseil d'Etat, François Hollande et...		547. Nouvel an, services publics et casse sociale
CNRS, recherche, enseignement supérieur et...		548. Un collectif contre le G8 des universités (I)
L'OCDE, la France et la corruption (I)		549. CNRS : décroissance des crédits réels en 2011
Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques...	Et au Président, j'aimerais poser la question : vous avez dit qu'il y a une large gamme de politiques de compétitivité. Souvent on regarde comme un élément essentiel l'ouverture du marché à plus la flexibilité et c'est là qu'on attend encore une réponse de votre gouvernement : vous semblez parfois aller dans l'autre sens, vous êtes entré dans la direction d'un constructeur automobile privé et ce n'est pas forcément ce que l'on regarde souvent comme une politique de réforme structurelle.	550. Fadela Amara, IGAS, conflits d'intérêts
Protection des élus du personnel, "donneurs...		551. Décret de licenciement massif des fonctionnaires de l'Etat (II)
Isabelle Debergue et les droits des doctorants (I)		552. CNRS et "externalisation" des services
Harvard et les problèmes de l'esprit de groupe...	<b>LE PRESIDENT</b> : Je ne peux pas répondre pour l'OCDE. Mais les réformes structurelles, nous les avons déjà engagées, nous les poursuivrons. Mais nous avions aussi l'obligation, en France, de faire une politique de redressement budgétaire. C'était ce qu'il y avait de plus urgent à engager. Parce que c'était de notre crédibilité sur la scène européenne, subsidiairement sur les marchés, qu'il était question. Donc nous n'avons pas différé les choix. Nous avons au contraire, dès notre arrivée aux responsabilités, pris les décisions concernant le redressement des comptes publics. Et ce n'était pas le plus facile, quand il s'agissait de demander trente milliards d'euros aux Français, sous diverses formes : dix milliards d'économie budgétaire, dix milliards de prélèvements sur les ménages -- même si c'est essentiellement sur les plus favorisés, cela touche aussi grand nombre de nos compatriotes -- et dix milliards sur les entreprises, essentiellement sur les plus grandes.	553. CNRS, concours DR1 et transparence
À propos		554. Jean-Hugues Matelly n'est plus radié des cadres
<b>Commentaires récents</b>		555. Conflits d'intérêts et institutions françaises (I)
Passant sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)		556. Le FMI et la Tunisie
Alain sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)		557. Où mène la tant vantée "autonomie" des universités ? (III)
Corine sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)	Cela ne nous dispense pas d'autres réformes. Nous préparons le pacte de compétitivité. Je l'ai dit, et je le répète, aucun sujet ne sera occulté. Tout sera traité. Tout est mis sur la table. Mais pas simplement pour ouvrir une négociation -- même si sur le marché du travail et la sécurisation de l'emploi, cette négociation est ouverte et je souhaite qu'elle puisse être conclue avec un accord. Ce serait un moment historique, puisque ce serait la première fois, en France, que nous pourrions ainsi parvenir à des réformes utiles pour les salariés et pour les entreprises.	558. CNRS, fonction publique, Union Européenne... (I)
Mike Krugger sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)		559. CNRS et concours DR1 : notre recours
Bernard Demay sur Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...		560. CNRS : message aux personnels des unités (janvier 2011)
jam sur Terrains constructibles et fausses plus-values (I)	Il y a également la réforme de ce qu'on appelle le financement de la protection sociale. Et ce sera donc soumis aux partenaires dans les semaines qui viennent pour savoir comment le prélèvement qui sert au financement de la sécurité sociale doit être organisé, sur quelles bases il doit reposer. Mais là encore, cela n'empêchera pas des décisions d'être prises, dès le mois de novembre, dans tous les domaines de la compétitivité.	561. CNRS et danger d'embrigadement des scientifiques
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...	Mais c'est vrai que l'on nous demande de faire en six mois ce qui n'a pas été fait en dix ans. Et quand on prend du temps pour la négociation, on nous dit que c'est du temps superflu. Mais comment appeler les dix ans qui viennent de s'écouler ? Donc nous, nous avons deux méthodes qui ne sont pas contradictoires : la méthode de la négociation et de la discussion sur des éléments qui relèvent des partenaires sociaux -- c'est le cas de la sécurisation de l'emploi, du marché du travail, du financement de la protection sociale -- et la méthode de la préparation de décisions. Je pense à cet égard au rapport de l'OCDE qui nous a été proposé et qui est le bienvenu et au rapport de Monsieur GALLOIS que nous avons sollicité et qui sera remis le 5 novembre. A la suite de ces travaux, des décisions seront prises.	562. CNRS, concours DR1 et comportement des élus
stéphane lanvin sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		563. Conflits d'intérêts et institutions françaises (II)
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		564. Alliot-Marie et la Tunisie
Amoux Faucher sur Terrains à		565. Le FMI et l'Egypte
		566. Université "modernisée" : l'impasse (I)

bâtir : une lettre au Conseil...	Chaque fois que nous sommes devant nos responsabilités, nous prenons des décisions.	567. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (I)
<b>Catégories</b>	<b>José Angel GURRIA</b> : Je dirai que l'on n'est pas seulement encouragé, on est enthousiaste ! Le président de la République -- avec trois de ses ministres qui sont chargés des aspects les plus délicats de la tâche du gouvernement -- a passé ici trois heures, chez nous, avec tous les chefs des organisations internationales. Il s'est engagé à nous revoir souvent -- on voudrait préciser : chaque fois que cela sera nécessaire ! Il a écouté avec énormément d'attention, il a contribué à notre point de vue naturellement parce que c'est un échange, ce n'est pas un monologue.	568. CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (V)
Administration et administrés		569. CNRS, Egypte et obligation de réserve des chercheurs
Afrique		570. Denis Robert et l'intérêt général (I)
Amériques	Quels sont les soucis et quelles sont nos expériences à partager ? On ne veut pas dire -- on ne peut pas dire ! -- aux Français quoi faire avec la France, même au président de la République ! Mais ce que l'on ajoute, ce sont les expériences de tous les autres pays pour les mettre en comparaison et toutes les expériences accumulées les soixante dernières années. Comment est-ce que des pays, comment est-ce que les sociétés, comment est-ce que les syndicats, comment est-ce que le secteur privé, comment est-ce que les gouvernements, à travers le temps, ont redressé les mêmes défis qu'on a aujourd'hui ? Mais il faut dire que la combinaison des choses d'aujourd'hui rend le diagnostic et la solution particulièrement difficiles. C'est bon d'avoir ce dialogue, c'est bon pour nous aussi. On comprend mieux quels sont les objectifs mais aussi comment on soutient, comment on appuie la France dans ces objectifs. C'est ça l'objectif, le but de cet exercice.	571. Conflits d'intérêts et institutions françaises (III)
Archives de nos articles		572. Conflits d'intérêts et institutions françaises (IV)
Asie		573. Conflits d'intérêts et justice française (I)
Astrophysique		574. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (II)
Biologie		575. Jules Ferry, colonialisme : lettre à Nicolas Sarkozy et Bernard Accoyer
CA du CNRS du 1er juillet 2008	<b>QUESTION</b> : Deux questions, une première à Monsieur le président de la République, et une deuxième peut-être aux présidents et directeurs des organisations internationales. Monsieur le Président, l'Allemagne a dit aujourd'hui refuser catégoriquement toute restructuration ou tout hair-cut de la dette grecque par les créanciers publics (notamment par la France et elle-même) et qu'elle soutient, par contre, une action de rachat de créance grecque sur le marché secondaire. Est-ce que selon vous ce serait une action efficace ? Est-ce que ce ne serait pas peut-être plus efficace d'avoir une restructuration de la créance publique grecque ? Quelle est la position de la France sur ce dossier ? Et Messieurs les directeurs, vous avez parlé donc avec le nouveau président français. Quels conseils ou quelles mises en garde lui avez-vous donnés par rapport à la politique économique que mènera la France sur les cinq prochaines années dans la situation économique actuelle ?	576. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (II)
Chimie		577. Fonctionnaires et "période de réserve électorale" (I)
Cosmologie		578. DCRI, CRISTINA, présomption d'innocence...
Culture		579. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (III)
Délocalisations et dumping	<b>LE PRESIDENT</b> : On peut peut-être commencer par les mises en garde si elles ont eu lieu...	580. Jules Ferry, colonialisme : brève réponse de l'Elysée
Droits et libertés	<b>José Angel GURRIA</b> : Nous, comme on dit, on ne donne pas des conseils, on partage les expériences, nos propres expériences et les expériences de tous nos membres. C'est un dialogue que l'on a avec beaucoup de pays. C'est la meilleure manière parce que les circonstances particulières et surtout le contexte politique sont franco-français. On ne peut pas avoir un contexte identique dans les autres pays. Alors, comme je dis, notre valeur ajoutée, c'est d'avoir les comparaisons, d'avoir les exemples et de laisser le président de la République, ses ministres, et le peuple Français, de choisir quelles sont les meilleures politiques.	581. Jules Ferry, colonialisme : la réponse de Bernard Accoyer
Ecologie		582. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (I)
Economie		583. CNRS et RGPP (I)
Education		584. Faut-il "excommunier" Stephen Hawking ? (I)
Etats-Unis		585. CEDH et crucifix dans les écoles publiques (I)
Ethique		586. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (II)
Etrangers en France		587. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (I)
Etudier à l'étranger		588. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (II)
Europe		589. CNRS et RGPP (II)
Evaluation		590. CNRS et RGPP (III)
Fiscalité		591. Danger nucléaire :
Fonction publique	<b>Pascal LAMY</b> : Je ne répète pas ce que vient de dire Angel GURRIA. Il a cent fois raison. J'insiste simplement sur un point qui est ce lien entre croissance, compétitivité et emploi parce que c'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment. On sait qu'il n'y a pas assez de croissance en Europe et en France. On sait que le chômage est trop élevé. Et on sait que pour créer des emplois, il faut de la demande. Dans les cinq ans qui viennent, 90% de la demande qui sera adressée à l'économie européenne et donc française, viendra de l'extérieur de l'Europe.	
Histoire	Donc cela veut dire quoi ? Cela veut dire que dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire en gros dans les pays en développement et notamment les pays émergents. Et cela suppose effectivement que les marchés d'une part restent ouverts, d'autre part s'ouvrent davantage. Donc cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive si on veut jouer cette synergie entre compétitivité, croissance et emploi.	
Indépendance du service public	Je pense que c'est vrai d'une manière générale mais dans le cas de la France, compte tenu des perspectives d'emploi à court terme, c'est particulièrement urgent.	
Informatique	<b>LE PRESIDENT</b> : Sur la Grèce, le rapport de la troika est attendu	
Institutions		
Interdisciplinarité		
Internet		
Justice		
La France vue d'ailleurs		
Libéralisme		
Médecine		
Mondialisation		
Moyen-Orient		
Nucléaire		
Physique		
Politique		
Politique scientifique		

Précarité	maintenant dans les jours qui viennent. Une réunion de l'Eurogroupe est prévue pour le début du mois de novembre. Et c'est dans ce cadre-là que nous regarderons quelles seront les modalités les plus efficaces dès lors que la Grèce tient ses engagements pour trouver une solution durable.	analyses de la CRIIRAD (I)
Presse et médias		592. Les héros de Fukushima
Recherche		593. Wikipédia français et conflits d'intérêts (I)
Santé	<b>QUESTION</b> : Monsieur le Président, que répondez-vous, comment percevez-vous à l'appel des grands patrons publié dans le Journal Du Dimanche ce week-end ? Ils proposent, à la fois, des solutions comme la hausse de la TVA et vous demandent des mesures drastiques pour la compétitivité. Comment percevez-vous à la fois l'appel et la forme de l'appel ?	594. Wikipédia français et conflits d'intérêts (II)
Sciences		595. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (III)
Services publics		596. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (II)
Société	<b>LE PRÉSIDENT</b> : Je ne sais pas si ceux qui ont lancé cet appel voulaient le mettre sous le terme de l'ultimatum. Je ne le crois pas. En tout cas, s'ils m'avaient demandé conseil, je ne leur aurais pas donné celui-là, parce que nous sommes dans un moment où seul doit compter l'intérêt général.	597. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (I)
Société du XXI siècle		598. Japon, nucléaire, citoyens... (I)
Sport		599. Gagarine, science et trahison d'une société
Statut des chercheurs	Moi je suis responsable de l'intérêt général du pays. Qu'est-ce que nous pouvons faire de mieux pour la France ? Comment pouvons-nous lui permettre de réussir ? Réussir, cela veut dire des entreprises qui réussissent, des salariés qui gardent leur emploi, d'autres qui y accèdent. Réussir cela veut dire permettre à la jeunesse de trouver une perspective. Voilà, la seule question qui compte, c'est comment nous pouvons faire réussir notre pays. Il y a des mesures à prendre, je l'ai dit, dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Tous les indicateurs, et encore ceux qui m'ont été fournis ce matin, montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions. Nous avons pris du retard, depuis 10 ans : il y a eu un défaut d'innovation, d'investissement, d'exportations et nos entreprises n'ont pas été soutenues suffisamment. Donc nous avons à prendre des décisions, y compris sur le coût du travail.	<b>600. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (II)</b>
Syndicalisme		<hr/> <b>601. Wikipédia français et chasse aux "faux-nez"</b>
Travail	Mais moi, j'ai deux responsabilités. La première c'est que l'offre des entreprises doit être demain plus efficace pour répondre à la demande extérieure et à celle qui va nous être adressée ; pour nous permettre de redresser nos comptes extérieurs et notre balance commerciale, aujourd'hui déficitaire de 70 milliards d'euros. Pour mener cette politique, oui, des mesures devront être prises et devront être étalées dans le temps -- pas trop longtemps -- avec la visibilité nécessaire et la crédibilité indispensable.	602. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (III)
Travailler à l'étranger		603. Japon, nucléaire, citoyens... (II)
Université		604. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (IV)
Voyages		605. e-G8 et problèmes réels de l'internet
« Réforme » de la recherche	Ces mesures ne peuvent pas non plus, c'est ma seconde responsabilité, affecter la demande intérieure. Si la consommation est brutalement amputée, c'est autant d'activité en moins pour les entreprises. Voilà le chemin qui sera celui que le gouvernement empruntera pour aboutir au résultat souhaité. Et chacun devra faire des efforts. Il en est demandé aux contribuables en ce moment ; il en est demandé c'est vrai aux plus fortunés ; il en est demandé aux fonctionnaires ; et donc il est aussi demandé un certain nombre de responsabilités aux plus hauts dirigeants.	606. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (III)
<b>Archives</b>		607. Crise de l'évaluation : Guantánamo (I)
2013-01		608. Crise de l'évaluation : nucléaire (I)
2012-12		609. Fin du statut de la fonction publique (I)
2012-11		610. Crise de l'évaluation : médicaments (I)
2012-10		611. Wikipédia anglophone et "affaire Bogdanoff"
2012-09		612. Nucléaire, ASN : consultation déchets (I)
2012-08		613. Universités : G8, contre-G8, marchandisation...
2012-07		614. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (V)
2012-06		615. CNRS et RGPP (IV)
2012-05		616. Mediator, institutions et indemnisation (I)
2012-04		617. Lorca, séisme et nucléaire espagnol (I)
Toutes les archives	Je parle de pacte, c'est bien le mot qui convient. Un pacte, c'est là où chacun vient avec à la fois ce qu'il pense devoir demander -- j'entends -- mais aussi ce qu'il peut imaginer devoir donner. C'est l'esprit qui m'animerait au moment où je prendrais des décisions au début du mois de novembre.	618. Nucléaire, ASN :
<b>Nos articles ailleurs</b>	<b>QUESTION</b> : Vous avez cité la situation économique, plus grave par rapport au scénario que l'on avait tracé il y a quelques mois. Dans ce scénario, quelle est la logique de respecter le 3% en 2013 et de ne pas revoir le calendrier ? Puisque la crise s'aggrave pourquoi ne pas revoir le calendrier de réductions des déficits ? Merci.	
Rapport Silicani sur la fonction publique et garanties d'indépendance de l'Etat		
Société Générale, fonction publique, privatisations, LOLF et "résultats"	<b>LE PRÉSIDENT</b> : J'ai pris un engagement devant les Français et devant les Européens. C'est de réduire le déficit public, et d'arriver à 3% à la fin de l'année 2013. Chaque pays a pris des engagements. Vous évoquez l'Italie : elle a fait, elle fait encore, un effort considérable. Nous voulons une croissance qui soit la plus élevée possible, et pour l'instant nous n'avons aucun élément qui nous permette de penser que notre objectif, celui que nous avons fixé pour la loi de finance ne sera pas atteint.	
Société Générale : pas de problème pour les hauts responsables		
Restructuration du CNRS et privatisation de la recherche	Si une discussion un jour a lieu, ce n'est pas entre un pays et la commission, c'est entre Européens. Mais pour l'instant cette discussion n'a pas à être ouverte, chacun a à faire un effort compatible avec sa situation -- ce n'est pas le même pour chaque nation -- et à faire en sorte que nous puissions avoir le plus haut niveau de croissance. C'est ce que j'ai voulu faire en Europe, et je l'ai fait aussi avec la participation de bon nombre de pays, le vôtre en particulier. Il faut que nous puissions avoir du sérieux budgétaire, de la responsabilité, de la discipline, c'est le sens de la ratification du Traité budgétaire qui a été adopté par le	
Démantèlement du CNRS et anéantissement des acquis de la Libération		
Crise financière et débâcle du « modèle » que l'on voudrait		

imposer à la recherche française	Parlement ou qui va l'être. Et puis, il y a aussi ce qui doit être fait pour la croissance. La compétitivité c'est une politique de croissance, et toutes les mesures qui seront annoncées seront des mesures qui favoriseront la reprise de l'activité et la création d'emplois.	consultation rapports de sûreté (I)
« Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de davantage de chercheurs », dixit Valérie Pécresse		619. Wikipédia et police de l'internet (I)
Education, recherche, CNRS : la France de Sarkozy, dernier rempart du reaganisme ?	(fin des questions et réponses de la conférence de presse du 29 octobre 2012 suite à la rencontre de François Hollande avec les organisations internationales BM, FMI, OCDE, OIT, OMC ; source : Présidence de la République)	620. Dominique Strauss-Kahn et Adlène Hicheur (I)
CNRS, INSERM et ultra-reaganisme made in France	La rencontre et la conférence de presse sont également évoquées sur le site de l'OCDE :	621. Wikipédia et censure de l'internet (I)
CNRS, INSERM, universités, éducation... NON A LA PRIVATISATION DE LA CONNAISSANCE !	<a href="http://www.oecd.org/fr/presse/rencontrentremfranoishollandepresidentdelarepubliquefranaiseetles">http://www.oecd.org/fr/presse/rencontrentremfranoishollandepresidentdelarepubliquefranaiseetles</a>	622. Wikipédia et censure de l'internet (II)
Education et recherche : Non au kidnapping de la connaissance !	D'emblée, François Hollande affirme :	623. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (III)
Union Européenne, recherche, éducation et manoeuvres dilatoires de Valérie Pécresse	<i>... les réformes structurelles, nous les avons déjà engagées, nous les poursuivrons. Mais nous avons aussi l'obligation, en France, de faire une politique de redressement budgétaire. C'était ce qu'il y avait de plus urgent à engager.</i>	624. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (IV)
Union Européenne : la « politique unique » n'a pas de légitimité	(fin de l'extrait)	625. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (V)
Défendre la recherche et l'éducation publiques	Peut-on être plus clair ?	626. Japon, nucléaire, citoyens... (III)
	D'abord, faire payer à la population le « versement annuel » de la lourde facture de la mondialisation, notamment par la voie fiscale. Et préparer des « versements » encore plus élevés (Loi de Finances pour 2013, etc...).	627. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VI)
	Ensuite, appliquer la stratégie de casse sociale : par exemple, en ce qui concerne le Droit du Travail.	628. Gonzalez-Mestres, Glashow, Smolin, relativité... (I)
	Et c'est devant une véritable brigade de surveillance économique internationale, que François Hollande tient ces propos.	629. Bilderberg, Zermatt, Wikipédia...
	Deux français faisaient partie de cette gendarmerie économique internationale : la directrice générale du FMI Christine Lagarde, et le directeur général de l'OMC, l'ex-commissaire européen et ancien bras droit de Jacques Delors, Pascal Lamy. Quant à l'OCDE qui a accueilli cette réunion, son siège se trouve à Paris.	630. AERES, ANR et revues avec "comité de lecture" (IV)
	En particulier, Pascal Lamy assène :	631. Wikipédia et police de l'internet (II)
	<i>... le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire en gros dans les pays en développement et notamment les pays émergents. Et cela suppose effectivement que les marchés d'une part restent ouverts, d'autre part s'ouvrent davantage.</i>	632. INRA, CNRS et RGPP
	(fin de l'extrait)	633. Zermatt, le Siècle, Bilderberg et citoyens
	Ainsi donc, d'après Pascal Lamy, l'Europe occidentale n'est plus en mesure d'assurer son propre développement économique après trois décennies de fuites incessantes de capitaux, d'industries et de technologie. Résultat d'une stratégie dont Pascal Lamy a lui-même participé à l'élaboration et à la mise en place, ensemble avec Jacques Delors, depuis les années 1980.	634. Wikipédia et neutralité (I)
	En particulier, un véritable « marché planétaire de la main d'oeuvre » a été progressivement mis en place au détriment de tous les acquis sociaux. <b>Qui d'autre que le grand capital financier et industriel a profité de cette politique dont l'une des conséquences est le nivellement par le bas des salaires et standards sociaux à l'échelle mondiale ?</b>	635. Wikimedia, chômage, RGPP et casse du service public
		636. Crise de l'évaluation : médicaments (II)
		637. RGPP, INRA, CNRS et fonction publique (I)
		638. Nucléaire, risques et accidents du travail (I)
		<b>639. La Science au XXI Siècle : archives 2011 (janvier - juin)</b>
	<b>Voir aussi nos articles (cliquer sur chaque titre) :</b>	640. Hubble - Lemaître : plagiat et omertà ? (I)
	<a href="#">Hollande, Ayraut et la mondialisation (I)</a>	641. Jean-Paul Huchon et l'inéligibilité (I)
	<a href="#">Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi (I)</a>	642. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VII)
	<a href="#">Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi (II)</a>	643. Wikimedia, RGPP, braderie de la culture
	<a href="#">Terrains à bâtir : une lettre au Conseil Constitutionnel</a>	
	<a href="#">La lettre d'un petit propriétaire au Conseil Constitutionnel</a>	
	<a href="#">CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent</a>	
	<a href="#">CNRS, recherche, enseignement supérieur et précarité (I)</a>	